



Front National pour la Défense de la Constitution

COMMUNIQUE N° 229

Le CNRD et le Gouvernement dans leur obstination sans précédent à narguer le peuple de Guinée et la communauté internationale (CEDEAO) s'entêtent dans l'arrogance, le mépris et le déni de réalité dans lequel le pays est plongé depuis un an, malgré les sanctions infligées par la conférence des chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO et d'autres menaces de sanctions en perspectives.

La Coordination Nationale du FNDC fidèle à ses principes et soucieuse de la réussite de la transition en cours, rejette la désignation des facilitatrices, le format et le contenu de dialogue proposé par le Premier ministre Bernard Gomou. Elle exige la satisfaction des exigences ci-après :

- La libération sans condition du coordinateur national du FNDC, ainsi que tous les leaders d'opinions et militants pro démocratie injustement arrêtés et incarcérés à la maison centrale de Conakry et à l'intérieur du pays ;
- L'arrêt des harcèlements et poursuites judiciaires fantaisistes contre les acteurs sociaux et politiques opposés à la conduite de la transition en cours,
- La mise en place d'un cadre de dialogue permanent sous la présidence de la CEDEAO regroupant le CNRD, le Gouvernement, le CNT, les partis politiques et les représentants de la société civile en présence des Ambassadeurs du G5 ;
- Le FNDC souhaite que les questions liées notamment à la durée de la transition, à la nouvelle constitution, au code électoral, à l'organe de gestion des élections et au fichier électoral ainsi que le droit à la justice pour les victimes de la lutte contre le 3ème mandat et des manifestations pour le retour à l'ordre constitutionnel soient principalement les thématiques à discuter lors du dialogue ;
- En outre, Le FNDC exige la publication de la liste nominative des membres du CNRD et la déclaration des biens des autorités de la transition ;
- Le FNDC exige la levée immédiate de l'interdiction des manifestations dans les rues et sur les places publiques ;
- Le FNDC exige le respect des droits de l'Homme.

Compte tenu de la profonde crise de confiance qui existe entre la classe politique, la société civile et les autorités de la transition, il nous apparaît fondamental que la CEDEAO intervienne pour présider le dialogue et favoriser ainsi le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée à travers l'organisation d'élections inclusives, libres et transparentes.

Le FNDC encourage la conférence des chefs d'état pour l'accompagnement de notre pays depuis le 05 septembre 2021 mais aussi le président en exercice de la conférence des chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO son excellence UMARU EMBALLO pour son leadership pour son attachement à la paix, la stabilité et la démocratie en Afrique de l'ouest.

Enfin, le FNDC dénonce l'absence notoire de volonté politique du CNRD de poser des actes concrets pour un retour à l'ordre constitutionnel et les manœuvres dilatoires auxquelles il recourt.

Conakry, le 03 octobre 2022

Ensemble, Unis et Solidaires, nous Vaincrons !

La Coordination Nationale du FNDC